

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 2029

[S - C - 2003/09275]

26 MARS 2003. — Loi portant les conditions auxquelles la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence peut octroyer une aide (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions portant les conditions auxquelles la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence peut octroyer une aide*

Art. 2. L'article 31 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, modifié par les lois du 23 juillet 1991 et du 18 février 1997, est remplacé comme suit :

« Art. 31. La Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence, ci-après dénommée « la commission » peut octroyer une aide financière :

1° aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence;

2° aux proches d'une personne ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence;

3° aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée;

4° aux parents jusqu'au deuxième degré d'une victime ou aux parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue depuis plus d'un an, dont il est admis que la disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence ».

Art. 3. Dans la même loi, un article 31*bis* est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 31*bis*. L'aide financière visée à l'article 31 est octroyée aux conditions suivantes :

1° L'acte de violence a été commis en Belgique.

Est assimilé à un acte intentionnel de violence commis en Belgique, celui qui est commis à l'étranger et dont est victime une personne en service commandé visée à l'article 42, § 2.

2° Au moment où l'acte de violence est commis, la victime est de nationalité belge, a le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume, ou s'est vue octroyer par la suite par l'Office des étrangers un permis de séjour à durée indéterminée dans le cadre d'une enquête relative à la traite des êtres humains.

3° Une décision judiciaire définitive sur l'action publique est intervenue et le requérant a tenté d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil.

Lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu, la commission peut estimer que le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant. L'aide peut également être demandée lorsqu'un délai d'un an minimum s'est écoulé depuis la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu.

4° La demande est introduite dans un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d'instruction, du jour où il a été statué sur l'action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l'action publique.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 2029

[S - C - 2003/09275]

26 MAART 2003. — Wet houdende de voorwaarden waaronder de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen houdende de voorwaarden waaronder de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen*

Art. 2. Artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, gewijzigd bij de wet van 23 juli 1991 en bij de wet van 18 februari 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 31. De Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, hierna « de commissie » genoemd, kan een financiële hulp toekennen aan :

1° personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad;

2° nabestaanden van of personen die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad;

3° ouders of personen die voorzien in het onderhoud van een minderjarig slachtoffer dat als gevolg van een opzettelijke gewelddaad een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft;

4° verwanten tot en met de tweede graad van of verwanten die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een slachtoffer dat sinds meer dan een jaar vermist is indien deze vermissing naar alle waarschijnlijkheid te wijten is aan een opzettelijke gewelddaad. ».

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 31*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 31*bis*. De financiële hulp als bedoeld in artikel 31 wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

1° De gewelddaad is in België gepleegd.

Hiermee wordt een in het buitenland gepleegde opzettelijke gewelddaad, waarvan een in artikel 42, § 2, bedoeld persoon in bevolen dienst het slachtoffer is, gelijkgesteld.

2° Het slachtoffer bezit op het moment van de gewelddaad de Belgische nationaliteit, is gerechtigd het Rijk binnen te komen, er te verblijven of er zich te vestigen, of heeft naderhand van de Dienst Vreemdelingenzaken een verblijfsvergunning van onbepaalde duur verkregen in het kader van een onderzoek wegens mensenhandel.

3° Er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen en de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.

Indien het straf dossier geseponeerd is wegens het onbekend blijven van de dader, kan de commissie oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen. De hulp kan ook worden aangevraagd indien er meer dan een jaar verstreken is sinds de datum van de burgerlijke partijstelling en de dader onbekend blijft.

4° Het verzoek is binnen drie jaar ingediend. De termijn loopt, naargelang het geval, vanaf de eerste beslissing tot seponering, de beslissing van het onderzoeksgerecht, de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering of de dag, indien deze van latere datum is, waarop uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen.

5° La réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par une régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ».

Art. 4. L'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 18 février 1997 et l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est remplacé comme suit :

« Art. 32. § 1^{er}. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 1°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

1° le dommage moral, tenant compte de l'invalidité temporaire ou permanente;

2° les frais médicaux et d'hospitalisation, en ce compris les frais de prothèses;

3° l'invalidité temporaire ou permanente;

4° une perte ou une diminution de revenus résultant de l'incapacité de travail temporaire ou permanente;

5° le dommage esthétique;

6° les frais de procédure;

7° les frais matériels;

8° le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité.

§ 2. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 2°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

1° le dommage moral;

2° les frais médicaux et d'hospitalisation;

3° la perte d'aliments pour les personnes qui, au moment du décès de la victime, étaient à sa charge;

4° les frais funéraires;

5° les frais de procédure;

6° le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité.

§ 3. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 3° et 4°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

1° le dommage moral;

2° les frais médicaux et d'hospitalisation;

3° les frais de procédure.

§ 4. L'aide pour les préjudices décrits au § 1^{er}, 6° et 7°, au § 2, 4° et 5°, et au § 3, 3°, est octroyée suivant les conditions et les montants maximaux déterminés par arrêté royal délibéré en conseil des ministres ».

Art. 5. L'article 33 de la même loi, modifié par la loi du 18 février 1997 et l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est remplacé comme suit :

« Art. 33. § 1^{er}. Le montant de l'aide est fixé en équité.

La commission peut notamment prendre en considération :

— le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation;

— la relation entre le requérant et l'auteur.

§ 2. L'aide est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limitée à un montant de 62.000 euros ».

Art. 6. Dans la même loi, un article 33bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 33bis. L'aide peut également être octroyée lorsqu'aucune décision judiciaire définitive sur les intérêts civils n'est intervenue. Dans ce cas, la commission évalue elle-même le dommage qu'elle prend en considération. Cette évaluation ne lie pas les cours et tribunaux ».

5° De schade kan niet afdoende worden hersteld door de dader of de burgerlijk aansprakelijke partij, op grond van een stelsel van sociale zekerheid of een private verzekering, noch op enige andere manier. ».

Art. 4. Artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1997 en bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 32. § 1. Voor de toekenning van een hulp aan de personen als bedoeld in artikel 31, 1°, steunt de commissie uitsluitend op de volgende bestanddelen van de geleden schade :

1° de morele schade, rekening houdend met de tijdelijke of blijvende invaliditeit;

2° de medische kosten en de ziekenhuiskosten, met inbegrip van de prothesekosten;

3° de tijdelijke of blijvende invaliditeit;

4° een verlies of vermindering aan inkomsten ten gevolge van de tijdelijke of blijvende arbeidsongeschiktheid;

5° de esthetische schade;

6° de procedurekosten;

7° de materiële kosten;

8° de schade die voortvloeit uit het verlies van een of meer schooljaren.

§ 2. Voor de toekenning van een hulp aan de personen als bedoeld in artikel 31, 2°, steunt de commissie uitsluitend op de volgende bestanddelen van de geleden schade :

1° de morele schade;

2° de medische kosten en de ziekenhuiskosten;

3° het verlies aan levensonderhoud voor personen die op het ogenblik van de gewelddaad ten laste waren van het slachtoffer;

4° de begrafeniskosten;

5° de procedurekosten;

6° de schade die voortvloeit uit het verlies van een of meer schooljaren.

§ 3. Voor de toekenning van een hulp aan de personen als bedoeld in artikel 31, 3° en 4°, steunt de commissie uitsluitend op de volgende bestanddelen van de geleden schade :

1° de morele schade;

2° de medische kosten en de ziekenhuiskosten;

3° de procedurekosten.

§ 4. De hulp voor het nadeel omschreven in § 1, 6° en 7°, in § 2, 4° en 5°, en in § 3, 3°, wordt toegekend overeenkomstig de voorwaarden en de maximumbedragen bepaald bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad ».

Art. 5. Artikel 33 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1997 en bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 33. § 1. Het bedrag van de hulp wordt naar billijkheid bepaald.

De commissie kan onder meer rekening houden met :

— het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade of de toename ervan;

— de relatie tussen de verzoeker en de dader.

§ 2. De hulp wordt per schadegeval en per verzoeker toegekend voor schade boven 500 euro en is beperkt tot een bedrag van 62.000 euro ».

Art. 6. In dezelfde wet wordt een artikel 33bis ingevoegd, luidende :

« Art. 33bis. De hulp kan ook worden toegekend wanneer geen definitieve rechterlijke beslissing over de burgerlijke belangen is genomen. In dat geval raamt de commissie zelf het nadeel dat ze in aanmerking neemt. Deze raming bindt de hoven en rechtbanken niet ».

Art. 7. L'article 36 de la même loi, modifié par la loi du 18 février 1997 et l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est remplacé comme suit :

« Art. 36. Sans préjudice de l'application des articles 31 à 3, § 1^{er}, la commission peut octroyer une aide d'urgence lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière.

L'aide d'urgence est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limitée à un montant de 15.000 euros.

La demande tendant à l'octroi d'une aide d'urgence peut être introduite dès que le requérant a déposé plainte ou s'est constitué partie civile.

Lorsqu'il s'agit des frais visés à l'article 32, § 1^{er}, 2°, l'urgence est toujours présumée. L'article 33, § 1^{er}, n'est pas d'application lorsque la commission se prononce sur la demande de prise en charge de ces frais. Le montant réel des frais est pris en compte par la commission, sans application de la limite prévue à l'alinéa 2 ».

Art. 8. L'article 37 de la même loi, modifié par la loi du 18 février 1997, est remplacé comme suit :

« Art. 37. La commission peut octroyer un complément d'aide lorsqu'après l'octroi de l'aide, le dommage s'est manifestement aggravé, ceci sans préjudice de l'application des articles 31 à 33, § 1^{er}.

Le complément d'aide est octroyé par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limité à un montant de 62.000 euros diminué de l'aide déjà octroyée et de l'éventuelle aide d'urgence.

A peine de forclusion, la demande tendant à l'octroi d'un complément d'aide est introduite dans les dix ans à compter du jour où l'aide a été versée ».

Art. 9. Dans la même loi, un article 37bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 37bis. Les montants mentionnés aux articles 33, 36 et 37 peuvent être augmentés par arrêté royal délibéré en conseil des ministres ».

CHAPITRE III. — Versement, subrogation et remboursement

Art. 10. L'article 38 de la même loi, modifié par la loi du 18 février 1997, est remplacé comme suit :

« Art. 38. L'aide octroyée par la commission est directement versée au requérant par le Ministre de la Justice, en tenant compte des moyens dont dispose le Fonds spécial pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence visé à l'article 29, alinéa 1^{er} ».

Art. 11. L'article 39 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 39. §1^{er}. L'Etat est subrogé de plein droit, à concurrence du montant de l'aide accordée, aux droits de la victime contre l'auteur ou le civilement responsable.

§ 2. L'Etat peut exiger le remboursement total ou partiel de l'aide accordée lorsque, postérieurement au paiement de celle-ci, la victime obtient à un titre quelconque une réparation de son préjudice.

La commission donne au Ministre des Finances un avis motivé préalablement à l'intentement d'une action en remboursement.

§ 3. L'Etat peut exiger le remboursement total ou partiel de l'aide lorsque celle-ci a été accordée en tout ou en partie à la suite de fausses déclarations ou d'omissions du requérant.

L'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature, qui sont en tout ou en partie à charge de l'Etat, est applicable.

§ 4. L'Etat peut également exiger le remboursement total ou partiel de l'aide d'urgence visée à l'article 36, alinéa 4, dans la même mesure où une décision de justice coulée en force de chose jugée met tout ou partie de la responsabilité à charge de la victime ».

Art. 7. Artikel 36 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1997 en bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 36. Onverminderd de toepassing van de artikelen 31 tot 33, § 1, kan de commissie een noodhulp toekennen wanneer elke vertraging bij de toekenning van de hulp de verzoeker een ernstig nadeel kan berokkenen, gelet op zijn financiële situatie.

De noodhulp wordt per schadegeval en per verzoeker toegekend voor schade boven 500 euro en is beperkt tot een bedrag van 15.000 euro.

Het verzoek tot toekenning van een noodhulp kan worden ingediend zodra de verzoeker klacht heeft ingediend of zich burgerlijke partij heeft gesteld.

Wanneer het gaat om de kosten bedoeld in artikel 32, § 1, 2°, is de dringendheid altijd verondersteld. Artikel 33, § 1, is niet van toepassing wanneer de commissie zich uitspreekt over het verzoek tot tenlasteneming van deze kosten. Het reële bedrag van de kosten wordt door de commissie in aanmerking genomen, zonder toepassing van de beperking die bepaald wordt in het tweede lid ».

Art. 8. Artikel 37 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. De commissie kan een aanvullende hulp toekennen wanneer na de toekenning van de hulp, het nadeel kennelijk is toegenomen, onverminderd de toepassing van de artikelen 31 tot 33, § 1.

De aanvullende hulp wordt per schadegeval en per verzoeker toegekend voor schade boven 500 euro en is beperkt tot een bedrag van 62.000 euro verminderd met de reeds toegekende hulp en de eventuele noodhulp.

Het verzoek tot toekenning van een aanvullende hulp wordt, op straffe van verval, binnen tien jaar te rekenen van de dag waarop de hulp uitbetaald is, ingediend ».

Art. 9. In dezelfde wet wordt een artikel 37bis ingevoegd, luidende :

« Art. 37bis. De bedragen vermeld in de artikelen 33, 36 en 37 kunnen bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad worden verhoogd ».

HOOFDSTUK III. — Uitbetaling, subrogatie en terugvordering

Art. 10. Artikel 38 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 38. De door de commissie toegekende hulp wordt door de Minister van Justitie rechtstreeks uitbetaald aan de verzoeker, rekening houdend met de beschikbare middelen van het bijzonder Fonds tot hulp aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden bedoeld in artikel 29, eerste lid ».

Art. 11. Artikel 39 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 39. § 1 De Staat treedt van rechtswege in de rechten van het slachtoffer voor het bedrag van de toegekende hulp tegen de dader of de burgerlijk aansprakelijke partij.

§ 2. De Staat kan de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de toegekende hulp vorderen wanneer het slachtoffer na de uitbetaling ervan in enige hoedanigheid schadeloosstelling verkrijgt.

Vooraleer een vordering tot terugbetaling wordt ingeleid, verstrekt de commissie aan de Minister van Financiën een met redenen omkleed advies.

§ 3. De Staat kan volledige of gedeeltelijke terugbetaling vorderen wanneer de hulp geheel of gedeeltelijk is toegekend op grond van valse of onvolledige verklaringen van de verzoeker.

Het koninklijk besluit van 31 mei 1933, betreffende de verklaring te doen in verband met de subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard, die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, is van toepassing.

§ 4. De Staat kan tevens de volledige of gedeeltelijke terugbetaling vorderen van de noodhulp bedoeld in artikel 36, vierde lid, indien een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing de volledige of gedeeltelijke verantwoordelijkheid bij het slachtoffer legt ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives*

Art. 12. Dans la même loi sont abrogés :

— l'article 35, modifié par la loi du 18 février 1997;

— l'article 40, modifié par la loi du 8 juin 1998.

CHAPITRE V. — *Disposition transitoire*

Art. 13. A l'exception du seuil visé aux articles 5, 7 et 8, cette loi est également applicable aux requêtes pendantes devant la commission au moment de son entrée en vigueur.

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Art. 14. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) Travaux parlementaires

Chambre des représentants

Documents :

Doc 50 0626/(1999-2000) :

001 : Proposition de loi de M. Verherstraeten.

002 à 004 : Amendements.

005 : Rapport.

006 : Texte adopté par la commission.

007 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi :

Compte rendu intégral : 16 et 17 octobre 2002.

Sénat :

Documents :

2-1325-2002/2003 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N°s 2 à 4 : Amendements.

N° 5 : Rapport.

N° 6 : Texte amendé par la commission.

N° 7 : Texte adopté par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants.

Annales du Sénat : 9 janvier 2003.

Chambre des représentants :

Documents :

Doc 50 0626/(1999/2000) :

008 : Projet amendé par le Sénat.

009 : Amendement.

010 : Rapport.

011 : Texte adopté par la commission.

012 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Voir aussi :

Compte rendu intégral : 13 mars 2003.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 12. In dezelfde wet worden opgeheven :

— artikel 35, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1997;

— artikel 40, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1998.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepaling*

Art. 13. Met uitzondering van de drempel bedoeld in de artikelen 5, 7 en 8, is deze wet ook van toepassing op de verzoeken die hangende zijn bij de commissie op het moment van zijn inwerkingtreding.

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

Art. 14. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) Parlementaire voorbereiding :

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Stukken :

Doc 50 0626/(1999/2000) :

001 : Wetsvoorstel van de heer Verherstraeten.

002 tot 004 : Amendementen.

005 : Verslag.

006 : Tekst aangenomen door de commissie.

007 : tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook :

Integraal verslag : 16 en 17 oktober 2002.

Senaat :

Stukken :

2-1325-2002/2003 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nrs. 2 tot 4 : Amendementen.

Nr. 5 : Verslag.

Nr. 6 : Tekst geamendeerd door de commissie.

Nr. 7 : Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Handelingen van de Senaat : 9 januari 2003.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Stukken :

Doc 50 0626/(1999/2000) :

008 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat :

009 : Amendement.

010 : Verslag.

011 : Tekst aangenomen door de commissie.

012 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Zie ook :

Integraal verslag : 13 maart 2003.